©Dominic Morissette

PROGRAMME DE

PIERRE CÉRÉ

CANDIDAT À LA CHEFFERIE DU PARTI QUÉBÉCOIS

un Québec JUSTE

un Québec LIBRE

POURQUOI SE PRÉSENTER À LA CHEFFERIE DU PARTI QUÉBÉCOIS?

Face au cynisme, et en opposition avec l'idée « *que c'est tout du pareil au même* », qu'il n'y a rien à faire, qu'« *on nous ment comme on nous vole* » ; face à cette perte de confiance en nos institutions comme d'aucuns ont perdu foi dans le projet du pays ; face à une politique trop souvent vidée de son contenu :

Nous nous regroupons autour de la candidature de Pierre Céré à la chefferie du Parti québécois, pour marquer notre différence et notre détermination à mobiliser l'espoir autour d'un projet de société. *Un Québec juste Un Québec libre* est un programme qui propose des gestes et une action en concordance avec les mots.

Nous voulons faire une politique qui soit à la hauteur de nos principes avec un souci permanent de transparence. Cela implique de dire les choses telles qu'elles sont, de faire acte de pédagogie, sans rien négliger. Cela nécessite aussi des propositions concrètes en termes d'avancées démocratiques.

Nous croyons que le Québec est une société qui marque sa distinction sur le continent américain pour avoir édifié, au fil des dernières décennies, un modèle de développement et de solidarité sociale qui lui est propre. Nous sommes convaincus que cette construction demeure inachevée et qu'elle prendra tout son sens le jour où nous serons maîtres chez-nous, c'est-à-dire souverains.

Nous voulons démontrer l'importance de ce modèle, comment nous pouvons continuer à le développer et à l'améliorer, de façon justement à retrouver confiance en nos institutions. Nous avons des idées, elles sont claires, nous voulons les expliquer et en débattre. Si notre projet est précis, il demeure sujet à la discussion et au débat, il ne s'enferme pas. Il est aussi fondé sur cette conviction qu'il faut bâtir des majorités sur chacun des enjeux soulevés, au-delà des clivages partisans.

Nous répondrons à ceux et celles qui tenteront de nous faire croire que le Québec n'est plus capable de supporter ses programmes sociaux, avec la force innovatrice qui caractérise notre société et notre parti. À ceux et celles qui voudraient nous enfermer dans un nationalisme passéiste et identitaire, nous conjuguerons nos arguments à la diversité culturelle de la citoyenneté québécoise.

Nous expliquons tout au long des prochaines pages les différents éléments de notre programme, qui devient en quelque sorte un projet de société et le programme d'un Québec souverain. La base même de toute négociation « de nation à nation » avec le Canada.

Enfin, nous croyons que le Parti québécois demeure le seul véhicule politique apte à porter ce grand projet. En même temps, il doit redevenir le parti du monde, de la citoyenneté, un parti militant où il n'est pas difficile de discuter et de débattre. Un parti qui mobilise ses troupes et multiplie les efforts nécessaires pour arriver à destination : être un pays. Notre destin comme nation doit connaître sa résolution. De cela aussi, nous sommes profondément, résolument et irrémédiablement convaincus.

Mot de présentation de
PIERRE CÉRÉ

JE REVENDIQUE UN QUÉBEC MODERNE, OUVERT ET PLURIEL.

DEPUIS TOUJOURS, DEPUIS L'ABITIBI, DE ROUYN-NORANDA OÙ JE SUIS NÉ ET OÙ J'AI GRANDI, je m'inscris dans une action pour la justice sociale et pour les droits sociaux. J'ai acquis la conviction que ces grandes valeurs sont universelles, qu'elles appartiennent à l'ensemble de la société.

C'est comme cela que j'ai développé ma pratique et acquis mon expérience, là où je travaille depuis pas mal longtemps, au Comité Chômage de Montréal et au Conseil national des chômeurs et chômeuses.

Je crois profondément à la diversité des idées, celle où tout le monde a sa place, patrons et syndicats, gauche et droite, celle où il faut nécessairement chercher les entendements pour mieux nous permettre d'avancer comme société. En ce sens, je m'identifie pleinement au Québec que nous avons construit au fil des dernières décennies et je crois que nous pouvons continuer à progresser.

Il est hors de question de laisser l'actuel gouvernement libéral de Monsieur Couillard et associés, disloquer ce que nous avons construit avec autant d'efforts.

Le projet est celui du pays et il se conjugue aux forces de l'inclusion, à la réalité des premières nations comme à la réalité de tous ceux et celles qui sont venus, d'ailleurs, s'installer ici, pour en faire leur terre d'adoption.

Le projet du pays demeure une œuvre inachevée. Projet d'émancipation qui donnera un sens à tout ce que nous avons construit jusqu'à maintenant, comme société. Il y a beaucoup à faire : mobiliser nos membres, reprendre la parole auprès de la population en général. J'invite à la reconstruction, mais plus encore, à bâtir de nouvelles majorités autour de notre projet afin d'arriver à destination.

Je crois que les gestes que nous posons, comme citoyen ou comme parti, même s'ils paraissent parfois imperceptibles, participent aux changements. Les hommes et les femmes ont cette capacité de changer la vie et de transformer la société. Le Québec sera un jour un pays !

Ma candidature à la direction du Parti québécois est motivée par ces idéaux.

Pierre Céré

un Québec JUSTE un Québec LIBRE

Un projet de société

UN QUÉBEC **SOUVERAIN**

LE QUÉBEC EST UNE NATION.
Voilà une réalité que le Canada ne semble plus remettre en question même si cette reconnaissance a été « proclamée » sans qu'aucun pouvoir ne s'y rattache. Le Québec est traité comme une province et plusieurs décisions nous concernant sont prises ailleurs que chez-nous. Le Québec possède des particularités qui lui sont propres, et pourtant nous continuons à nous faire bousculer par une majorité qui nous est extérieure.

L'objet même de la question nationale est que le Québec devienne maître de son destin et des leviers qui commandent son développement. Nous avons les attributs d'un pays, mais n'en possédons pas le contrôle.

Pour nous, la question nationale est liée à une vision du Québec. Nous l'appelons « projet de société » et ses assises ont été dessinées tout au fil des dernières décennies. Il est possible de construire, en terre d'Amérique, un pays où il fait bon vivre et où l'ensemble des forces de la société est mis au service de ses citoyens. Nous avons la capacité de devenir en quelque sorte une « Nouvelle Norvège ». Pour compléter cette œuvre, il nous faut disposer de l'ensemble des pouvoirs manquants.

Nous proposons une stratégie simple et directe. Dans un tout premier temps, nous voulons nous inscrire dans un esprit de continuité mais aussi de synthèse des tentatives passées, et nous prenons acte que cette volonté demeure fort importante au sein de la population : nous tenterons de négocier un nouveau partenariat avec le Canada. En ce sens, aussitôt au pouvoir, un gouvernement du Parti québécois dirigé par Pierre Céré proposera au gouvernement canadien une table de négociation entre nos deux gouvernements, visant à définir un nouveau partage des pouvoirs et des responsabilités entre nos deux nations. Cette négociation, nous la voulons franche, honnête et sans arrière-pensée.

Cette possibilité de négocier un nouveau partenariat aura une durée de vie limitée dans le temps.

En cas d'absence ou d'échec, un gouvernement du Parti québécois appellera à un référendum. Toutes nos énergies, toutes nos forces seront alors concentrées et mobilisées pour que le Québec accède à son indépendance dans le respect des grandes conventions internationales.

RESPONSABLE DE NOS IMPÔTS

UN GOUVERNEMENT RESPONSABLE est un gouvernement qui administre l'entièreté des impôts et des taxes prélevés sur son territoire, condition première de notre souveraineté.

Il y aura un seul rapport d'impôt, celui du Québec. Un seul endroit où faire parvenir les cotisations prélevées sur les salaires et autres taxes, le Québec.

Si, dans le cadre d'ententes avec le Canada, nous décidons de mettre en commun un certain nombre de services, nous acheminerons notre part.

©Dominic Morissette

ÉCONOMIE, EMPLOI, **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

MAÎTRES CHEZ-NOUS et, par le fait même, maîtres de nos ressources naturelles est plus que jamais d'actualité ! Nous voulons décider comment ces ressources seront exploitées, avec qui, de quelle façon, selon quel plan.

Nous sommes conscients que les préoccupations pour l'économie, pour les investissements, pour la création d'emplois devraient être au centre d'une gestion responsable. Nous croyons fermement que laisser un héritage viable aux générations futures doit passer par le développement, l'emploi, la création de richesses, la transformation de nos ressources naturelles, sinon nous nous appauvrissons comme citoyens et comme société. Nos programmes sociaux, que nous pouvons continuer à développer, sont financés en grande partie par nos emplois.

Ces préoccupations pour l'économie sont dorénavant indissociables du développement durable, de la protection de l'environnement et de la transition énergétique. C'est la planète entière qui est interpellée par ces enjeux. Le Québec a commencé à faire sa part, de nombreux pays européens sont engagés dans une telle voie. Nous pouvons, et nous devons, accélérer le pas, d'autant plus que nous possédons une richesse inouïe, celle de l'énergie renouvelable. Il s'agit là d'un immense chantier, porteur d'avenir, un projet de société en soi.

La création d'emplois passe en grande partie par le secteur privé et, tout comme l'investissement étranger, il doit être stimulé et soutenu. En même temps, ce qui fait la particularité de notre société, c'est le rôle dévolu à l'État, soit d'intervenir pour réguler les forces économiques et répartir une partie de la richesse créée. L'État est aussi un pourvoyeur et un créateur d'emplois. Pensons à ce qui se fait du côté de l'économie sociale (les Centres de la petite enfance par exemple). Notre objectif est de poursuivre et d'approfondir ce modèle de développement, tout en répondant à certaines récriminations en provenance des employeurs : il y a trop de bureaucratie, trop de paperasse, cela étouffe la petite et moyenne entreprise ? Il faut savoir trouver le juste milieu entre les nécessaires contrôles de l'État et le fonctionnement d'une entreprise qui requiert une certaine latitude.

Nous pouvons aussi, comme société, à l'instar d'autres pays dans le monde, tenter de nouvelles expériences en matière de création d'emplois. Il y a des besoins qui peuvent se rejoindre dans un même projet : celui par exemple de politiques de conciliation travail-famille passant par une réduction volontaire du temps de travail et la création de nouveaux postes de travail. On permettrait ainsi à des personnes exclues jusqu'alors du marché du travail de s'y réintégrer, avec tout l'appui nécessaire à un tel retour.

En résumé, les mesures que nous proposons sont :

1. Être maître de nos ressources naturelles.

2. Favoriser la création d'emplois, le développement économique et l'investissement dans un cadre de développement durable et de protection de l'environnement, en concordance avec les grandes orientations des Nations unies.

3. Stimuler la création d'emplois en mettant en place des mesures visant la transformation de nos matières premières sur notre territoire.

4. S'engager résolument dans une transition énergétique visant à mettre fin à notre dépendance au pétrole d'ici 2050 par :

   - l'électrification des transports ;
   - l'efficacité énergétique ;
   - le déploiement des modes de transport collectif et actif verts en favorisant la recherche et le développement ;
   - la mise en place d'infrastructures pour la construction de tels moyens de transport ; et
   - la mise en œuvre d'un grand chantier de rénovation énergétique des bâtiments.

5. Stimuler la création d'emplois en mettant en place des politiques de conciliation travail-famille par la réduction du temps de travail et la création de nouveaux postes de travail permettant le retour au travail de personnes en chômage de longue durée.

6. Viser des mesures de diminution de la charge bureaucratique pour les PME.

un Québec JUSTE un Québec LIBRE

Pour vivre mieux

LE MODÈLE QUÉBÉCOIS, C'EST AUSSI ÇA

LE QUÉBEC A MARQUÉ SA DISTINCTION en Amérique par les instruments et les leviers économiques qu'il a su mettre en place au cours des dernières décennies, mais aussi par les programmes sociaux qui n'ont parfois aucun équivalent sur le reste du continent : retrait préventif pour les femmes enceintes, assurance-médicaments, régime d'assurance parentale, réseau des garderies (les Centres de la petite enfance)…

Cette énumération de nos protections sociales pourrait se poursuivre. Bien qu'elles soient nombreuses, elles demeurent parfois incomplètes et à revoir, à moderniser ou à compléter. Elles représentent les outils essentiels d'un mieux-vivre en société. L'État ne peut pas tout, mais il peut beaucoup, particulièrement dans un agencement de participation citoyenne.

Il demeure pour nous important de mettre en valeur ces programmes, d'en parler, de les expliquer, de ne jamais oublier que nous avons beaucoup œuvré comme société pour arriver à une telle construction sociale. Pour autant, nous présentons dans les présentes pages une proposition visant leur amélioration.

LE GOUVERNEMENT COUILLARD VEUT BRISER CE MODÈLE

À droite, on proclame que nous n'avons plus les moyens de ces mesures sociales, on nous prédit même les pires cataclysmes budgétaires. Le gouvernement libéral de Philippe Couillard, soutenu par la Coalition Avenir Québec (CAQ), est engagé dans cette voie de déconstruction de nos acquis sociaux.

APPROFONDIR NOTRE MODÈLE DE **SOLIDARITÉ**

Les revenus de pension seront de plus en plus un enjeu de société. Près de 50 % des personnes âgées de 65 ans et plus perçoivent le supplément de revenu garanti. C'est un devoir moral comme société de s'assurer que les montants versés par la Régie des rentes du Québec soient augmentés, même si cela doit impliquer un ajustement des cotisations.

La loi sur la santé et la sécurité au travail n'a pas été revue en profondeur depuis les années 1980. Il faut moderniser cette loi essentielle sur de nombreux plans : prévention, répertoire des nouvelles maladies, déjudiciarisation…

Le Code du travail, par exemple la loi anti-briseurs de grève, doit être revu et modernisé, à la lumière des nouvelles réalités du monde du travail. L'activité des agences de placement de personnel temporaire doit être mieux encadrée. L'accès à la syndicalisation est un rouage essentiel de notre démocratie.

Un congé payé de quatre semaines pour tous et pour toutes devient incontournable et nous prendrons les moyens nécessaires pour atteindre cet objectif. Nous vivons dans un pays nordique et le besoin de vacances est important. En France, par exemple, depuis 1982, le congé obligatoire pour tous est de cinq semaines.

Le réseau des Centres de la petite enfance (CPE) doit être développé et complété. Notre engagement en faveur des CPE est entier.

Le logement doit être assuré : logement social pour les personnes dans le besoin ; politiques d'accès à la propriété pour les jeunes familles.

Le Québec doit mettre en place son propre régime d'assurance-chômage assurant une meilleure protection pour les travailleurs et les travailleuses.

L'accès à la justice doit assurer, d'une part, que les seuils d'admissibilité à l'aide juridique permettent aux personnes à plus faible revenu d'être couvertes ; et chercher, d'autre part, à améliorer l'efficacité générale du système de justice, par exemple, dans sa diligence à traiter les dossiers.

©Simon Martel

« Les citoyens au cœur de notre action »

NATIONS AUTOCHTONES : SORTIR DU CYCLE DE LA DÉPENDANCE

La Loi fédérale sur les Indiens est unanimement condamnée par l'ensemble des instances internationales des droits humains, parce que jugée discriminatoire et infantilisante. Il faut mettre fin à cette situation et chercher une conciliation moderne entre les droits autochtones et les intérêts de la population majoritaire.

Plusieurs communautés autochtones sont marquées par un sous-développement, pouvant aller jusqu'à la privation presque complète d'infrastructures minimales. D'autres, au contraire, se dotent d'infrastructures adéquates et d'un mode de vie adapté à leurs aspirations. C'est par l'affirmation de leur identité, de leur culture et de leur langue, qu'elles prennent en main leur destinée.

De façon plus large, et en impliquant directement les nations autochtones dans un tel processus, tout doit être fait afin de favoriser leur développement économique, la création d'emplois et l'accès à l'éducation post-secondaire. Sur ce dernier sujet, il faudra envisager la création, au ministère de l'Éducation, d'une « direction autochtone » par laquelle les Premières Nations transmettraient leurs connaissances et leurs valeurs aux jeunes, tout en favorisant leur passage vers des études avancées.

L'ensemble de cette action doit être guidé par un esprit de coopération, de respect et d'équité, celui d'une relation « de nation à nation ».

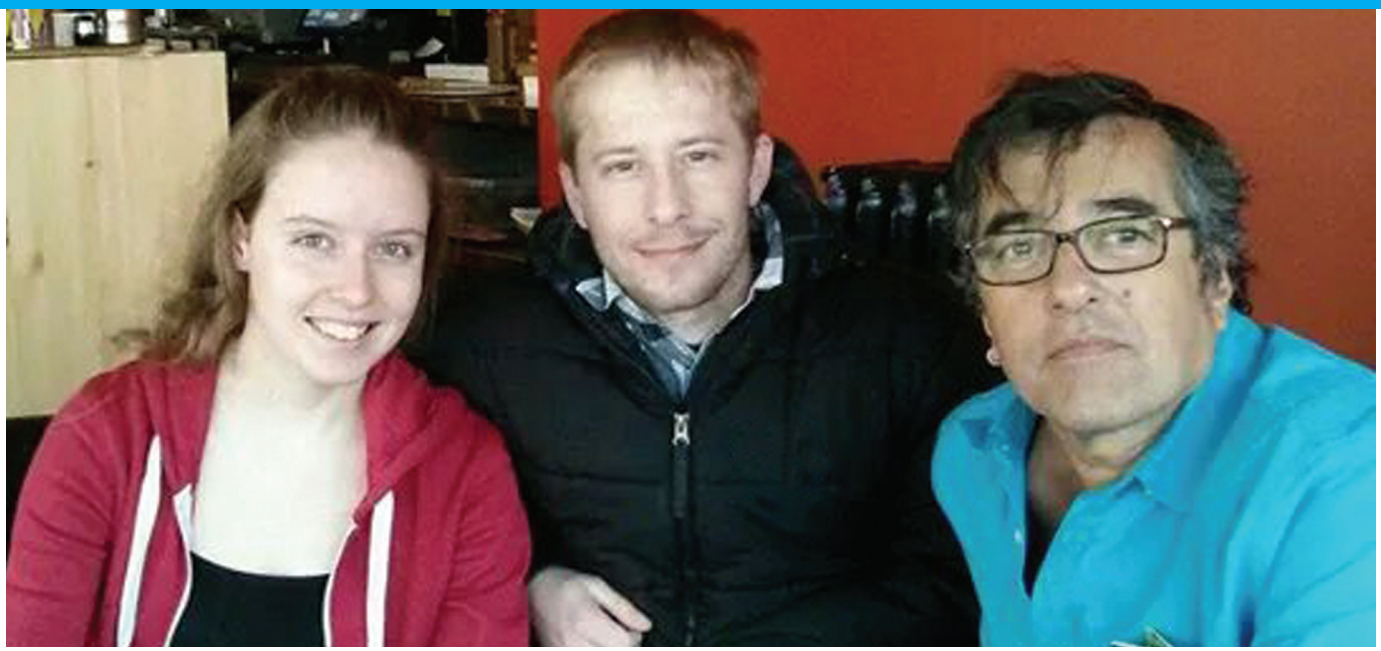
AGRICULTURE : SOUTENIR NOTRE MONDE

En 2012, le Québec comptait quelque 41 936 producteurs et productrices agricoles œuvrant au sein de plus de 29 000 entreprises agricoles.

L'agriculture et l'agroalimentaire ainsi que les pêcheries sont d'une importance stratégique pour l'économie québécoise. C'est notre garde-manger, mais aussi un secteur qui emploie quelque 500 000 personnes dans toutes les régions du Québec, contribuant de fait à l'occupation du territoire.

L'agriculture québécoise contrairement au reste du Canada et des États-Unis, appartient à des familles. Il faut en être fiers et protéger cette propriété de nos terres comme de notre territoire.

Notre souveraineté alimentaire passe par l'adoption d'une politique assurant un niveau d'autonomie suffisant permettant un approvisionnement en aliments sains et de qualité, et une agriculture contributive au maintien de l'intégralité et de l'intégrité du territoire québécois. Pour développer notre agriculture, nous devons appuyer les producteurs locaux en soutenant « Aliments du Québec » et ainsi favoriser la mise en marché de leurs produits sur les marchés publics.



SOUTENIR **L'ÉDUCATION**

NOTRE SOCIÉTÉ S'ÉPANOUIT ou se rétrécit à la hauteur de ce que nous investissons dans notre éducation. C'est là où l'on apprend à lire, à écrire, à compter. C'est là où l'on acquiert une culture générale et donc une compréhension du monde qui nous entoure. L'école est fondamentale dans le développement de l'individu comme dans le mieux-être d'une société.

Il faut donc y investir les ressources nécessaires, avec une attention particulière pour les écoles en milieu défavorisé :

- assurer un personnel spécialisé dans chaque école ;
- réduire le nombre d'élèves dans les classes ;
- augmenter les budgets alloués aux arts ;
- promouvoir l'activité physique et le sport amateur ;
- augmenter le financement universitaire et rétablir un ministère de l'Enseignement supérieur ;
- s'engager sur la voie de la gratuité scolaire, à travers la réflexion, la consultation et l'expression de propositions soutenables, nous permettant, comme société, de cheminer dans cette direction.

De façon générale, on doit retrouver le goût et la fierté de l'éducation, en faire une priorité.

PLUS POUR LA **CULTURE** ET LES **COMMUNICATIONS**

LA CULTURE ÉTANT EN QUELQUE SORTE L'EXPRESSION DE NOTRE ÂME, il faut en prendre soin ! Les budgets consacrés à la culture, à ses infrastructures, à sa création et à sa diffusion, doivent être augmentés.

Il faut s'engager dans une grande réflexion collective sur les mécanismes à mettre en place pour soutenir le travail des artistes, entre autres en leur assurant un revenu minimum. Beaucoup a été dit sur cette question du revenu minimum garanti. Nous proposons que le milieu artistique, suivant l'adoption d'un statut, soit le premier secteur de la population assujetti à une telle politique.

Le Québec reprendra l'ensemble des pouvoirs en matière de culture et de communication actuellement contrôlés par le gouvernement canadien.

Sur le plan des communications, nous proposons de nationaliser la distribution d'Internet afin d'assurer un accès haute vitesse uniformisé pour l'ensemble du territoire québécois et à prix abordable pour toute la population.

« UN QUÉBEC DE JUSTICE ET D'ÉQUITÉ »

SANTÉ
DES SOINS À ÉCHELLE HUMAINE

Nous soutenons ces projets de la Fédération interprofessionnelle de la santé (FIQ) :

1. La mise sur pied de cliniques infirmières de quartier, visant à assurer des soins de santé de proximité pour les petites urgences et le suivi des maladies chroniques. Ces cliniques sont composées d'infirmières et d'intervenants psychosociaux.

2. La création d'un réseau de petites maisons pour personnes âgées.

Soutenus par une vision d'économie sociale et de coopératives, ces nouveaux services de première ligne viendraient répondre à des besoins réels et importants tout en s'inscrivant en complémentarité au mandat des Centres locaux de services communautaires (CLSC).

En accordant ainsi plus de pouvoirs aux infirmières, nous reconnaissons leur rôle tout en relativisant le monopole exercé par le Collège des médecins, allant jusqu'à rompre avec la hiérarchie médicale. Nous examinerons la possibilité d'accepter plus d'étudiants en médecine et surtout d'accélérer le processus d'acceptation pour les médecins nouveaux arrivants.

La médecine dont nous parlons est sociale, elle vise l'efficacité et elle est publique. Là où est présent le secteur privé, ce dernier sera taxé conséquemment, de façon à aider au financement du secteur public.

NOS RELATIONS **INTERNATIONALES**

AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES, le Canada a lamentablement perdu ce rôle noble de pacificateur, de médiateur et de fédérateur. Le Québec saura rallumer ce flambeau. Nous viserons à assumer un leadership en matière de droits humains et de démocratie, de développement durable, de protection de l'environnement et de préservation de la diversité culturelle.

Comme deuxième nation francophone en importance dans le monde, nous serons appelés à jouer un rôle prépondérant de promotion et de valorisation de la culture francophone.

Nos relations internationales seront prioritairement axées vers les Amériques ainsi que les pays francophones (accords économiques, défense des droits des peuples autochtones, biodiversité, immigration, échanges culturels). Nous prendrons notre place au sein des instances multilatérales et des grandes agences internationales. Notre conception de l'aide internationale sera axée sur un modèle à long terme, engageant tous les acteurs, à tous les niveaux, et en faisant la promotion des droits.

Le Québec n'aura pas d'armée mais une force de sécurité civile, intégrée aux services policiers, afin d'assurer l'intégrité du territoire, mais aussi pour remplir des missions humanitaires et civiles, que ce soit au moment de catastrophes naturelles ou lors de missions de paix.

NOUS REFUSONS
LA VISION IDENTITAIRE, ETHNIQUE ET PASSÉISTE

Pour certains, le constat que nous faisons est brutal : le Parti québécois a cherché, depuis 2007, à disputer à l'ex-ADQ devenu CAQ, un monopole sur les sensibilités identitaires. Une grave erreur !

D'un projet de citoyenneté québécoise à la Charte des valeurs québécoises, nous avons laissé un discours s'installer, amalgamant immigration et menace à notre survie, menace au projet d'indépendance, menace religieuse.

S'il y a eu crise identitaire, crise d'accommodements, crise des valeurs dites québécoises, elle a été nourrie de peurs, d'ignorance, de désinformation et de préjugés. Nous n'avions pas à nous placer en situation d'arrière-garde sur ces questions, mais plutôt à marquer clairement ce que le Québec révèle de changements, porteurs de la société de demain : un Québec en marche, moderne, ouvert, confiant, diversifié et pluraliste. Les valeurs que nous enseignons à nos enfants dans les écoles primaires et secondaires sont faites d'ouverture et de respect des différences, ne l'oublions jamais.

Bien sûr, il est légitime :

- d'avoir des inquiétudes sur le fait français ;
- de demander aux immigrants d'apprendre la langue et la culture de leur terre d'accueil ;
- de questionner certaines pratiques religieuses qui cherchent à pénétrer l'espace public ;
- d'enseigner notre histoire à l'école.

À ces préoccupations, il faut trouver des solutions qui soient inclusives : renforcer le français veut dire en faire notre langue commune et notre langue de travail ; recevoir comme il se doit les nouveaux arrivants implique de se doter de meilleures infrastructures d'accueil ; baliser l'intrusion du religieux dans l'espace public nous engage à renforcer le caractère laïque de nos institutions, mais à chercher des solutions raisonnables, rassembleuses, tout en dédramatisant l'enjeu somme toute marginal.

René Lévesque exprimait ces mots mémorables le soir du 15 novembre 1976 : « *On n'est pas un petit peuple. On est peut-être quelque chose comme un grand peuple !* » À nous, et à nous seuls, de mettre la barre à cette hauteur et de nous parer des forces du changement.

Laurent Joffrin, éditorialiste français, s'exprimant à l'égard de la crise de confiance envers les partis politiques :

« Croit-on que les idées de justice, d'universalité des droits [humains], d'égalité, de promotion collective, de maîtrise de la technique et de l'industrie, de croissance verte, de lutte contre les oppressions de toutes sortes, soient des idées mortes ? Dès qu'on se tourne vers la société, on voit bien que non. C'est ce qui manque aux partis politiques : rétablir le lien avec la société. »

(*Le Nouvel Observateur*, 26 juin 2014)

**CES MOTS,
NOUS LES FAISONS
NÔTRES.**

UN PARTI CITOYEN

LE PARTI QUÉBÉCOIS EST À LA CROISÉE DES CHEMINS. D'aucuns expriment l'idée que le PQ n'est plus en phase avec la société, ni avec sa jeunesse, encore moins avec les idées émergentes. Enfermé dans un certain passéisme il aurait manqué le coche de la modernité. Il y a du vrai là-dedans et il faut prendre la mesure de cette situation.

Au cours des dernières années, le Parti québécois s'est peut-être trop laissé guider par les sondages et pas assez par ses convictions, par un projet de société...

Le Parti québécois doit être le parti de la sincérité parce qu'habité par le feu sacré, celui du pays, celui du changement, le feu citoyen. Il faut réactiver notre base militante, aller au devant de la population, faire acte d'écoute et de pédagogie, le faire sans cesse, avec passion !

Nous proposons les orientations suivantes :

- simplifier la structure du Parti québécois et ramener le parti vers ses membres ;
- revitaliser les regroupements de base, les circonscriptions, entre autres par la formation auprès des membres et des militants et par l'organisation régulière d'événements citoyens ;
- viser la parité femmes / hommes et la représentativité juste pour les communautés d'origine immigrante, les premières nations et les jeunes.

Le Parti québécois est un parti social-démocrate. Il est l'instrument politique et historique d'un grand projet, celui de notre émancipation, celui qui fera du Québec, un jour, un pays.

Un Québec juste Un Québec libre, voilà notre enseigne, là où nous logeons. Nous mobiliserons l'espoir, travaillerons sans relâche, réunirons les forces et les majorités nécessaires pour arriver à destination. C'est de cela qu'il s'agit.

RÉFORME DÉMOCRATIQUE

Nous proposons de :

- mettre en chantier, aussitôt au pouvoir, des travaux visant une réforme importante du mode de scrutin, cherchant une réponse adéquate à un bon nombre de problématiques soulevées depuis longtemps (entre autres au niveau d'une représentation adéquate des partis politiques et aussi des réalités régionales) ;

- mettre en place des mécanismes de participation citoyenne, en contraignant tous les députés à tenir une assemblée citoyenne dans leur circonscription avant l'ouverture de chaque session parlementaire, de façon à mieux représenter et canaliser les aspirations des gens.

WWW.PIERRECERE.ORG

WWW.FACEBOOK.COM/PIERRECEREQC

@CEREPQ

Coordonnées de notre local de campagne :

3734, av. du Parc, Montréal (Qc) H2X 2J1
Tél. : 514 229-8084

Horaire : du lundi au vendredi, de 18h à 20h ;
samedi et dimanche, de 13h à 16h

SOUTENEZ LA CAMPAGNE CITOYENNE DE **PIERRE CÉRÉ**

Pour financer notre campagne, nous avons besoin de votre appui. Avec votre soutien financier, nous pourrons défrayer les coûts de la présente publication, mais aussi payer les dépenses d'une tournée à travers le Québec, qui nous permettra d'aller à votre rencontre.

Votre contribution peut être faite en ligne (paiement par carte de crédit) sur le site du Directeur général des élections: **WWW.ELECTIONSQUEBEC.QC.CA**

La contribution maximale permise pour la course à la chefferie est de 500 $.

Nous vous invitons à signer et à faire signer autour de vous le bulletin de mise en candidature de Pierre Céré. Nous devons recueillir avant le 30 janvier 2015, 2 000 signatures.
CONTACTEZ-NOUS.

Faites-nous part de vos commentaires et de vos idées sur notre campagne et nos propositions.

UNE ÉQUIPE

Les membres de notre équipe proviennent de différents horizons, cumulent un large éventail d'expériences et sont animés par les mêmes passions.

Nous avons discuté de nos idées, en avons débattu. Nous avons poussé notre réflexion, fait des recherches, afin de définir les différents éléments du présent programme. Nous avons parlé d'organisation et mis en place les structures de notre campagne. Nous avons un plan de match et le premier point de celui-ci sera de faire les choses différemment, avec notre cœur et avec toute notre sincérité.

Milan Bernard, Daniel Champagne, Robert Demontigny, Ian Forand, Claude Guimond, Joanie Harnois, Normand Lalonde, France-Isabelle Langlois, Guy Leclerc, Yves Lessard, Philippe Mongeau, Daniel Otis, Alexandre Richard, Roger Valois, Patrice Viau.

Payé et autorisé par Ian Forand, représentant financier de Pierre Céré.

Graphisme : VALNA inc.
Imprimé par Impressions Rythme urbain

un Québec **JUSTE** un Québec **LIBRE**